

AGENCE DE DEVELOPPEMENT URBAIN

ADU

**RAPPORT GENERAL ET SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31/12/2017**

JUILLET 2018

AGENCE DE DEVELOPPEMENT URBAIN

ADU

RAPPORT GENERAL ET SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31/12/2017

JUILLET 2018



Sommaire

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	2
○ RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	3
ETATS FINANCIERS	5
○ ACTIF /PASSIF	6-7
○ RESULTAT (DEBIT /CREDIT)	8-9
NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES	10
NOTES EXPLICATIVES	13

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté n° 00744/MEF/DTF du 21 décembre 2017 portant désignation des commissaires aux comptes, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'agence de développement urbain, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017 avec une situation nette négative de 371 421 497,85 MRO ; le compte de résultat faisant ressortir une perte de 62 396 534 MRO pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables. Le présent rapport porte sur :

- Le contrôle des états financiers,
- Les vérifications des obligations légales et réglementaires.

1. CONTROLE DES ETATS FINANCIERS

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions du référentiel du Plan Comptable, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs. Ainsi, les états financiers de l'exercice 2017 soumis à notre audit ont été établis par la direction de l'agence de développement urbain.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes et pratiques nationales applicables. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.1. Confirmations des soldes tiers

Au cours de nos travaux d'audit, nous avons transmis à la direction de l'agence de développement urbain, les lettres de confirmations des soldes banques (BCI, BAMIS) et le trésor public pour signature, mais à ce jour, nous sommes sans réaction de la direction. Les soldes de ces comptes s'élèvent respectivement au 31 décembre 2017 à 274 892,21 MRO et 21 423 079 MRO n'ont pas pu être validés faute de transmissions des demandes et des réponses de confirmations des soldes.

1.2. Subventions reçus de l'ETAT

Les subventions données par l'Etat concernant l'exercice 2017 s'élève à 130 000 000 MRO ont été enregistrées dans le compte de produit au lieu du compte du passif conformément au plan comptable de l'agence de développement urbain qui préconise l'enregistrement des subventions reçus du gouvernement dans le compte 106100 « fonds de financement reçus RIM ». Cette méthode de comptabilisation a pour effet de majorer le produit.

1.3. Provisions pour congés à payer

Un montant de 11 141 625 MRO relatif à la provision de congés de 2016 a été annulé dans le compte intitulé Congés payés à l'ouverture de l'exercice, nous n'avons obtenu aucune information s'y rapportant.

Opinion

A notre avis, sous réserves de l'incidence des points décrits ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'agence de développement urbain à la fin de cet exercice, conformément au référentiel du Plan Comptable Mauritanien.

2. INFORMATIONS SPECIFIQUES

- 2.1. Nous ne disposons pas d'informations liées au fonctionnement des procédures et du traitement des opérations de l'agence de développement urbain avec les autres projets d'ADU enregistrées dans les comptes de liaison. Nous avons également relevé l'absence de convention ou contrat avec ces projets.
- 2.2. Les feuilles de présence des assembles générales et des comités de gestion ne sont pas jointes aux procès-verbaux.
- 2.3. L'ITS, l'IMF et l'IRF dont les soldes respectifs s'élèvent à 135 881 718 MRO ,4 429 487 et 6 776 000 MRO n'ont été ni déclaré ni reversé au trésor public.
- 2.4. Nous avons constaté que l'IMF a été retenu à la source sur les fournisseurs qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux conformément à l'article 40 du code général des impôts.
- 2.5. Les retenues effectuées par l'agence de développement urbain à titre des cotisations d'assurance maladie et de la sécurité sociale du personnel n'ont été ni déclarées, ni versées à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de la caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Nouakchott, le 17 juillet 2018

EXCO GHMA-Mauritanie


Aïssata DIA
Commissaire-aux Comptes

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2017



TABLEAU A

BILAN CLOS AU 31 DECEMBRE 2017

ACTIF	NOTE EXPLIC	BRUT	AMORTISS ET PROVISIONS	NET AU 31/12/2017	NET AU 31/12/2016
ACTIF IMMOBILIRSE	0	0	0	0	0
Frais et valeurs incorporelles immobilisées					
Frais immobilisés					
Frais de recherche et de développement					
Valeurs incorporelles immobilisées					
Immobilisations corporelles	1	161 182 680,26	148 677 107,32	12 505 572,94	9 619 272,94
Terrains					
Agencements et aménagements des batiments		126 000,00	126 000,00	0,00	0,00
Constructions					
Installations, Agencem. Aménagements		1 956 750,00	1 306 025,38	650 724,62	176 324,62
Matériel d'exploitation				0,00	0,00
Matériel de Transport		87 420 020,90	84 772 957,50	2 647 063,40	2 647 063,40
Matériel de bureau et informatique	1.2	40 719 873,36	36 281 980,51	4 437 892,85	3 416 892,85
- Matériel de bureau		11 260 671,36	10 353 778,92	906 892,44	828 892,44
- Matériels informatiques		25 917 202,00	22 386 201,59	3 531 000,41	2 588 000,41
- Logiciel Tompro		2 122 000,00	2 122 000,00	0,00	0,00
- Logiciel Tompaie		770 000,00	770 000,00	0,00	0,00
- Logiciel Tommarché		650 000,00	650 000,00	0,00	0,00
Autres immobilisations Corporelles	1.3	30 960 036,00	26 190 143,93	4 769 892,07	3 378 992,07
- Mobiliers de bureaux		22 042 886,00	17 613 649,46	4 429 236,54	3 038 336,54
- Mobiliers de logements		1 971 500,00	1 971 500,00	0,00	0,00
- Installat.Agencem.Aménagement		3 984 000,00	3 984 000,00	0,00	0,00
- Autres immobilisations Corporelles		2 961 650,00	2 620 994,47	340 655,53	340 655,53
Immobilisations en cours	1.4	917 500,00	0,00	917 500,00	917 500,00
Immobilisations Financières	2	18 427 472,00	0,00	18 427 472,00	13 152 555,00
Dépôts et Cautionnement		673 500,00	0,00	673 500,00	673 500,00
Prêts au Personnel		17 753 972,00	0,00	17 753 972,00	12 479 055,00
Participations et titres immobilisés				0,00	0,00
TOTAL I		180 527 652,26	148 677 107,32	31 850 544,94	23 689 327,94
Valeurs Réalisables à court terme et Disponible	3				
Fournisseurs débiteurs	3.1	566 265,00	0,00	566 265,00	65 265,00
Clients et comptes rattachés				0,00	0,00
Personnel et comptes rattachés	3.2	26 078 383,00	0,00	26 078 383,00	12 414 069,00
Autres créances (Etat, Organismes sociaux)				0,00	0,00
Associés, comptes courants, groupe				0,00	0,00
Débiteurs Divers	3.3	75 826 327,37	1 443 013,37	74 383 314,00	88 688 568,00
Prêts à court terme				0,00	0,00
Valeurs mobilières de placement				0,00	0,00
Disponibilités	3.4	21 697 971,21	0,00	21 697 971,21	1 518 533,21
TOTAL II		124 168 946,58	1 443 013,37	122 725 933,21	102 686 435,21
COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE					
Charges constatées d'avance	4	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes attente à régulariser		288 203,00	0,00	288 203,00	288 203,00
Fonds MHUAT déposé au Trésor SIEGE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III		288 203,00	0,00	288 203,00	288 203,00
TOTAL GENERAL		304 984 801,84	150 120 120,69	154 864 681,15	126 663 966,15

TABLEAU B

BILAN CLOS AU 31 DECEMBRE 2017

PASSIF	NOTE EXPLIC	TOTAUX PARTIELS	NET 31/12/2017	NET 31/12/2016
CAPITAUX A LONG ET MOYEN TERME	0	0	0	0
Capital				
Capital individuel ou social dont versé				
Prime d'émissionn, d'apport, de fusion				
Fonds de dotation				
Reserves				
Reserves légales				
Reserves statutaires et contractuelles				
Reserves reglementées				
Autres reserves				
Report à nouveau solde débiteur ou créditeur				
Resultats en attente d'affectation		-371 421 497,85	-371 421 497,85	-309 024 963,85
Resultat net de l'exercice		-62 396 534,00	-62 396 534,00	0,00
Resultats nets des exercices antérieurs		-309 024 963,85	-309 024 963,85	-274 811 966,74
TOTAL SITUATION NETTE	5.1	-371 421 497,85	-371 421 497,85	-309 024 963,85
Subvention d'équipement		0,00	0,00	0,00
Subvention d'équipement		82 623 477,86	82 623 477,86	82 623 477,86
Amortissement subvention d'équipement		-82 623 477,86	-82 623 477,86	-82 623 477,86
Plus - values et provisions réglementées				
Dette à long et moyen terme		0,00	0,00	0,00
Emprunts obligatoires		0,00	0,00	0,00
Montant brut Prime Rembt Net				
Autres emprunts et dettes assimilés				
Dépôts et Cautionnements recus	6	300 000,00	300 000,00	300 000,00
dont partie à payer - 1 an				
Compte de liaison	7	284 137 792,00	284 137 792,00	235 063 843,00
provisions pour risques et charges		1 751 121,00	1 751 121,00	1 751 121,00
TOTAL		-85 232 584,85	-85 232 584,85	-71 909 999,85
CAPITAUX A COURT TERME				
Dettes à court terme	8	240 097 266,00	240 097 266,00	198 573 966,00
Clients créditeurs				
Fournisseurs et comptes rattachés	8.1	4 190 197,00	4 190 197,00	5 352 983,00
Personnel et comptes rattachés	8.2	10 646 476,00	10 646 476,00	4 531 620,00
Etat et autres collectivités publiques	8.3	147 087 205,00	147 087 205,00	113 226 817,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8.4	77 889 388,00	77 889 388,00	64 168 546,00
- Cnss		45 333 953,00	45 333 953,00	45 003 300,00
- Cnam		32 555 435,00	32 555 435,00	19 165 246,00
Associés comptes courants groupe				
Créditeurs Divers		284 000,00	284 000,00	1 294 000,00
Emprunts à court terme				
Concours bancaires courants	8.5	0,00	0,00	10 000 000,00
TOTAL II		240 097 266,00	240 097 266,00	198 573 966,00
COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE				
Produits constatés d'avance			0,00	0,00
Difference de conversion			0,00	0,00
Fonds MHUAT déposé au Trésor SIEGE		0,00	0,00	0,00
TOTAL III		0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		154 864 681,15	154 864 681,15	126 663 966,15

TABLEAU C

BILAN CLOS AU 31 DECEMBRE 2017

DEBIT	NOTE EXPLIC	EXPLOITATION	HORS EXPLOITATION	TOTAL 31/12/2017	TOTAL 31/12/2016
Determination des resultats d'exploitation & H	0	0	0	0	0
Cout d'achat des services vendus					
Achats					
Achat matières et fournitures consommables					
Variat,stocks matières &fournit,consommables					
Consommation en provenance des tires	9	0,00	0,00	0,00	0,00
Achats d'approvisionnement non stockés	9.1	10 817 845,00	0,00	10 817 845,00	16 667 182,00
Sous-traitance				0,00	0,00
Charges Externes liées à l'Investissement	9.2	12 246 488,00	0,00	12 246 488,00	13 386 232,00
Charges Externes liées à l'Activité	9.3	550 000,00		550 000,00	3 711 480,00
Sous Total Consommation intermediaire		23 614 333,00	0,00	23 614 333,00	33 764 894,00
Charges et pertes diverses	9.4	1 970 000,00	0,00	1 970 000,00	2 320 000,00
Frais de Personnel	9.5	194 999 701,00	0,00	194 999 701,00	189 491 716,00
Impots et Taxes	9.6	0,00	0,00	0,00	290 090,00
Charges financières	9.7	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements	9.8	0,00	0,00	0,00	4 534 335,11
Dotations aux provisions		0,00	0,00	0,00	0,00
				0,00	0,00
Solde Créiteur bénéfice		0,00	0,00	0,00	0,00
				0,00	0,00
TOTAL I		220 584 034,00	0,00	220 584 034,00	230 401 035,11
Determination des resultats sur cessions d'éléments de l'actif					
Valeur des éléments cédés					
Frais annexes de cession					
Plue-value de cession					
TOTAL				0,00	0,00
Determination du resultat net avant impot					
Resultat d'exploitation (solde débiteur)				0,00	0,00
Resultat hors exploitation (solde débiteur)				0,00	0,00
Plue-value de cession				0,00	0,00
Solde Créiteur bénéfice avant impôt				-	-
TOTAL				0,00	0,00
Determination du resultat net impôt					
Solde Créiteur bénéfice net					
TOTAUX					

TABLEAU D

BILAN CLOS AU 31 DECEMBRE 2017

CREDIT	NOTE EXPLIC	EXPLOITATION	HORS EXPLOITATION	TOTAL 31/12/2017	TOTAL 31/12/2016
Determination des resultats d'exploitation & HE					
Horaires	10.1	128 187 500,00		128 187 500,00	166 188 038,00
- Honor,charges au PDU par ADU		28 187 500,00		28 187 500,00	66 188 038,00
- Honoraires Divers		100 000 000,00		100 000 000,00	100 000 000,00
Vente dossiers d'appel d'offre	10.1	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits des activités annexes					
Variation Stocks Produits intermediaires					
Variation Stocks Produits finis					
Production entreprise pour elle - même					
Sous Total PRODUCTION	10	128 187 500,00	0,00	128 187 500,00	166 188 038,00
Produits et Profits divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Subvention d'exploitation	10.2	30 000 000,00	0,00	30 000 000,00	30 000 000,00
Autres Produits financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Produits de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Reprise sur Amortissements & provisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Frais à immobiliser ou à transfere					
Solde débiteur Perte		62 396 534,00	0,00	62 396 534,00	34 212 997,11
TOTAUX		220 584 034,00	0,00	220 584 034,00	230 401 035,11
Determination des resultats sur cession d'éléments de l'actif					
Produits de cession des elements de l'actif					
Amortiss,correspondant aux éléments cédés					
TOTAUX				0,00	0,00
Determination du resultat net avant impot					
Resultat d'exploitation (solde créditeur)					
Resultat hors exploitation (solde créditeur)				0,00	0,00
Moins-value de cession				0,00	0,00
Solde débiteur perte avant impôt				62 396 534,00	34 212 997,11
TOTAUX				62 396 534,00	34 212 997,11
Determination du resultat net de l'exercice					
Resultat net avant impôt					
Resultat net de la période (perte)				62 396 534,00	34 212 997,11
TOTAUX					

NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES



I. NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

1. Présentation de l'agence de développement urbain, principes & méthodes comptables

1.1- Présentation de l'agence de développement urbain

L'Agence de Développement Urbain (ADU) est une structure mise en place par l'ordonnance n° 2001-02 du 19 avril 2001 et ses décrets d'application n° 2001-061 du 13 juin 2001 et n° 132-2001 du 19 juillet 2001.

L'Agence de développement Urbain est dotée de la personnalité morale et jouit de l'autonomie financière. Elle a pour mission de contribuer au développement économique, de veiller à l'amélioration du cadre de vie, d'harmonie urbanistique et architecturale ainsi qu'à l'accès équitable aux infrastructures urbaines pour la ville de Nouakchott.

L'ADU est administrée par une Assemblée Générale composée de représentants des ministères concernés par le développement urbain, d'élus locaux de Nouakchott ainsi que de représentants des organismes professionnels et de la société civile de la ville. Elle est gérée par un Directeur Général nommé par l'Assemblée Générale sur proposition du Ministre chargé du Développement Economique aux termes d'une procédure de sélection, qui doit garantir le respect des critères de probité et de compétence technique.

1.2- Principes comptables

L'établissement et la présentation des états financiers sont établis conformément au Plan Comptable Mauritanien (article 8 de l'ordonnance n°2001-02 du 19 avril 2001) et se réfèrent aux principes comptables généralement admis afin de traduire fidèlement les activités et la situation financière de l'Agence de Développement Urbain.

Les comptes de l'ADU sont tenus par le Comptable qui établit ses états financiers.

Les principales méthodes comptables de base retenues pour la présentation des états financiers sont les suivantes :

- Unité monétaire :

Les états financiers sont exprimés en ouguiya (MRO).

- Immobilisations et amortissements :

Les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie estimée de ces immobilisations qui prend effet à partir de la date de mise en service du bien concerné.

Les taux annuels appliqués sont les suivants:

Agencement aménagement terrains	20%
Installation & agencement aménagement construction	20%/10%
Matériel de transport	20%/25%
Matériel de bureau	20/10%
logiciels	20%
Mobilier de bureau	20%/10%
Mobilier de logement	20%
Installation agencement, aménagement	20%
Autres immobilisations corporelles	20%/10%

- Dettes & créances

Les créances sont enregistrées en comptabilité dès leur acquisition et les dettes dès leur naissance indépendamment de la date de paiement.

- Spécialisation des exercices

Les produits et les charges ont été comptabilisés au fur et à mesure de leur réalisation et enregistrés dans les états financiers de la période concernée.

NOTES EXPLICATIVES



II. NOTES EXPLICATIVES

ACTIF DU BILAN AU 31/12/2017

2.1 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES (VALEURS NETTES)

12 505 572,94

Rubriques	Valeurs Brutes au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Cessions / Sorties de l'exercice	Valeurs Brutes au 31/12/2017
Agencements et aménagements des bâtiments	126 000,00	-	-	126 000,00
Installations aménagement construction	1 482 350,00	474 400,00	-	1 956 750,00
Matériels de transport	87 420 020,90			87 420 020,90
Matériel de bureau et informatique	39 698 873,36	1 021 000,00		40 719 873,36
Autres immobilisations corporelles	29 569 136,00	1 390 900,00		30 960 036,00
Valeurs brutes	158 296 380,26	2 886 300	-	161 182 680,26
Amortissements	<148 677 107,32>	-	-	<148 677 107,32>
Valeurs nettes	9 619 272,94	-	-	12 505 572,94

Les nouvelles acquisitions se détaillent comme suit :

Grilles de séparation	474 400,00
Machine à cisaille papier	19 000,00
Machine à reliure	59 000,00
IMPACOM Mat Informatique	204 000,00
Onduleurs	454 000,00
Photocopieur Imprimante	285 000,00
Mobiliers de bureau (fauteuils, tapis ...)	1 015 000,00
Climatiseurs	375 900,00
TOTAL	2 886 300,00

2.2 – IMMOBILISATIONS EN COURS

917 500,00

Ce solde correspond à une avance au fournisseur depuis l'exercice précédent.

2.3 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

18 427 472,00

Cette rubrique se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

Dépôts et cautionnements versés	673 500,00
Autres créances immobilisées	17 753 972,00
Total	18 427 472,00

2.3-1 Dépôts et cautionnements versés

673 500,00

Il s'agit d'un report à nouveau.

2.3-2 Autres créances immobilisées

17 753 972,00

Ce solde correspond aux prêts octroyés aux directeurs au sein de l'ADU.

2.4 – FOURNISSEURS DEBITEURS

566 265,00

Ce solde correspond aux avances aux fournisseurs au cours de l'exercice clos au 31/12/2017.

2.5 – PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES

26 078 383,00

Cette rubrique se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

Rémunérations dues au personnel	63 001,00
AVANCES & ACOMPTES AU PERSONNEL	26 015 382,00
Total	26 078 383,00

2.5-1 Rémunérations dues au personnel

63 001,00

Il s'agit d'un report à nouveau.

2.5-2 Avances & acomptes au personnel

26 015 382,00

Ce solde correspond aux avance octroyés au personnel ADU au 31/12/2017.

2.6 – DEBITEURS DIVERS

74 383 314,00

Ce solde correspond aux honoraires à recevoir des exercices antérieurs.

2.7 – DISPONIBILITES

21 697 971,21

Ce poste enregistre au 31 décembre 2017 le total des disponibilités en banques et s'analyse comme :

Banque fonctionnement	228 477,61
ADU/BAMIS	46 414,60
Banques EURO ENCAISSEMENT	21 423 079,00
Total	21 697 971,21

2.8 – COMPTE D'ATTENTE ET DE REGULATION

288 203,00

Il s'agit d'un report à nouveau.

PASSIF DU BILAN AU 31/12/2017

2-9 – CAPITAUX PROPRES

(371 421 497,85)

Cette rubrique s'analyse comme suit :

Report à nouveau	(309 024 963,85)
Résultat de la période	(62 396 534,00)
Total	(361 421 497,85)

2.9-1 Report à nouveau (débiteur)

(309 024 963,85)

Ce solde résulte des résultats déficitaires antérieurs.

2.9-2 Résultat de la période (Perte)

(62 396 534,00)

Il s'agit du résultat déficitaire de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

2-10- EMPRUNT, DETTES ASSIMILEES A LONG ET MOYENS TERMES

300 000,00

Il s'agit d'un report à nouveau.

2-11- COMPTES DE LIAISON

284 137 792,00

Cette rubrique se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

Compte ADU/ ADU financement ETAT	21 018 424,00
Gazra d'Arafat	258 364 385,00
Compte Hay saken	583 062,00
Compte de liaison DPNRCP	2435 964,00
Compte liaison Paage	835 957,00
Compte les quatres conv MHUAT	900 000,00
Total	284 137 792,00

2-12- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

1 751 121,00

Il s'agit d'un report à nouveau.

2-13- FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

4 190 197,00

Ce solde s'analyse comme suit :

SNDE	6 931,00
AHMED TFEIL	800 000,00
MAURITEL	2 406 490,00
ETS LESYAD MOHAMED	65 856,00
ETS SAJIIDA	910 920,00
Total	4 190 197,00

2-14- PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES
10 646 476,00

Ce solde correspond à une retenue sur 1^{ère} tranche de gratification qui a été enregistré par erreur dans le compte général 425000 et compte auxiliaire 21 au lieu du compte auxiliaire 90.

2-15- ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES
147 087 205,00

Cette rubrique se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

ITS	135 881 718,00
IMF	4 429 487,00
IRF	6 776 000,00

Total	147 087 205,00

2-16- SECURITE SOCIALE ET AUTRES ORGANISMES SOCIAUX
77 889 388,00

Cette rubrique se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

CNSS	45 333 953,00
CNAM	32 555 435,00

Total	77 889 388,00

2-17- CRÉDITEURS DIVERS
284 000,00

Il s'agit d'un report à nouveau.